

**FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET**



DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

Pays : Cameroun	
TITRE DU PROJET : Projet Secrétariat : Appui à la Coordination et au Suivi des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) au Cameroun	
NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) : 119722	
Modalité de financement du PBF: <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust fund") : <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional Nom du fonds d'affectation spéciale :
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : PNUD Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) : Cabinet du premier Ministre Membres du Comité Conjoint de Pilotage PBF et de son Secrétariat Technique PBF : Ministres (et Ministères) de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire ; de l'administration territoriale ; de la décentralisation et du développement local ; de la promotion de la femme et de la famille ; de la jeunesse et l'éducation civique ; de l'emploi et de la formation professionnelle ; de l'agriculture ; de l'élevage, des pêches et des industries animales ; de la santé publique ; des relations extérieures. Les Présidents de la Commission Nationale pour la promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme, et du Comité de Désarmement, Démobilisation, et Réinsertion Les Hauts Commissariats du Royaume Uni, du Canada et le Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Cameroun. Les représentants d'organisations des femmes et des jeunes. Les représentants du PNUD, OIM, UNFPA, FAO, ONUFEMMES, UNESCO, UNICEF, (agences onusiennes de mise en œuvre à inviter ad hoc ONUDC, ONU-HABITAT, BIT, UNHCR, UNOPS).	

Date approximative de démarrage du projet¹: 17 janvier 2020
Durée du projet en mois :² 54 mois + 4,5 mois = 58,5 mois (jusqu'à le 30 Novembre 2024)
Zones géographiques de mise en œuvre du projet : Yaoundé et zones d'intervention des agences.

Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF :
 Initiative de promotion de l'égalité des sexes
 Initiative de promotion des jeunes
 Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix)
 Projet transfrontalier ou régional

Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) : \$ 1,927,984.59 + 500,000 = \$2,427,984.59 (PNUD)

Total PBF :
*Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.

Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :
Budget total du projet :

PBF 1^{ère} tranche (70%) : PNUD : USD 448,542.21	PBF 2^{ème} tranche* (30%) : PNUD : USD 192,232.38
PBF 3^{ème} tranche (70%) : PNUD : USD 901,047	PBF 4^{ème} tranche* (30%) : PNUD : 386,163
PBF 5^{ème} tranche (70%) : PNUD : USD 350,000.00	PBF 6^{ème} tranche* (30%) : PNUD : USD 150,000.00

Décrire brièvement en deux ou trois phrases le projet en expliquant succinctement son aspect urgent, son rôle catalyseur, sa tolérance au risque et son caractère innovant :
Le projet a visé la création et vise maintenant au fonctionnement du Secrétariat PBF pour appuyer l'analyse, la coordination, la mise en œuvre et le suivi & évaluation du portefeuille du PBF dans une perspective catalytique, à travers du Comité Conjoint de Pilotage (CoPil) et de son Secrétariat Technique.

¹ Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement.
² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

Le projet en appui à la coordination du Secrétariat PBF a travaillé principalement autour de deux axes :
i) la coordination de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de nouveaux projets alignés aux priorités stratégiques identifiées par le Gouvernement (toujours en respectant les principes du PBF), et
ii) la pérennisation des résultats obtenus sur le terrain à travers les fonds rendus disponibles à la suite des activités mobilisatrices de ressources effectuées par le CoPil PBF, son Secrétariat Technique et le Secrétariat PBF, ainsi que du rôle catalytique des projets PBF.

L'extension avec couts du projet permettra d'assurer la coordination du portefeuille et la procédure de clôture du projet (novembre 2024), inclus celle administrative (2025), ainsi que supporter les autorités gouvernementales dans les processus de a) évaluation du portefeuille PBF 2019 – 2024, b) renouvellement de la demande d'éligibilité du Cameroun au PBF et ses priorités stratégiques et c) visibilité des résultats PBF en faveur d'une accrue mobilisation de ressources financières.

Résumer le mécanisme de consultation dans le pays et le processus pour entériner le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant.

Le projet résulte de consultations menées avec les différents acteurs, y compris le Bureau du Coordonnateur Résident (RCO) et le Système des Nations Unies (SNU), les différents Ministères du Groupe de Travail Interministériel (Primature, Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ministère des Relations Extérieures, Ministère des Finances), et le PBSO. Outre les propositions et recommandations issues de ces consultations, le projet tient compte des priorités du Gouvernement du Cameroun identifiées dans la demande d'éligibilité au PBF par le Comité de Pilotage conjoint établi par le Gouvernement et le système des Nations Unies, dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), le Plan-Cadre de Coopération (UNSDCF), l'analyse des facteurs de conflits, et dans l'analyse Paix, Conflit et développement, aussi que des résultats de la mission gouvernementale auprès du PBSO effectuée en Septembre 2023 à New York. Le document de projet et toutes ses révisions ont été et seront soumises à l'endossement du Comité de Pilotage (CoPil) des projets financés par le Fonds pour la Consolidation de la Paix au Cameroun.

Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes³ : 2

Spécifiez le pourcentage et le montant du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : au moins 15 -30%

Degré de risque du projet⁴ : 1

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement⁵) : 4.3

Le cas échéant, le résultat de l'UNSDCF auquel le projet contribue : Priorités stratégiques 1, 2 et 3.

³ **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 15% du budget total).

⁴ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

⁵ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ;

(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

Possibilité d'inclure dans les nouvelles priorités stratégiques la sécurité climatique (résultat 4).

Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue : **ODD 16** : Justice et paix.

La **SND30**, 2^{ème} pilier développement du capital humain et du bien-être ; 3^{ème} pilier promotion de l'emploi et insertion ; 4^{ème} pilier gouvernance, décentralisation et gestion stratégique de l'État.

Type de demande : **Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :**

Nouveau projet

Révision de projet

Extension de la durée : Durée additionnelle du projet en mois : **4,5 mois**

Nouvelle date de fin : 30 novembre 2024

Changement de résultat / sujet :

Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :

Budget PBF supplémentaire : Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :

USD 500,000.00 (PNUD)

Brève justification de la révision : l'extension de la durée du projet et la concession d'un budget supplémentaire permettront d'assurer la coordination du portefeuille et la procédure de clôture (novembre 2024), inclus celle administrative (2025), ainsi que supporter les autorités gouvernementales dans les processus de a) évaluation du portefeuille PBF 2019 – 2024, b) renouvellement de la demande d'éligibilité du Cameroun au PBF et ses priorités stratégiques et c) visibilité des résultats PBF en faveur d'une accrue mobilisation de ressources financières.

L'extension permettra aussi au projet de supporter les coûts de la structure onusienne (Secrétariat PBF) établie dans le Bureau du Coordonnateur Résident (RCO) au Cameroun, contribuer au renforcement du Secrétariat Technique du Comité de Pilotage PBF et à toutes activités conjointes qui seront jugées nécessaires jusqu'à la fin de la première période d'éligibilité du Cameroun au Fond de Consolidation de la Paix (PBF) **et la négociation (potentielle) du renouvellement de l'éligibilité.**

NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE⁶</p> <p>Aissata DE</p> <p></p> <p>Signature</p> <p>PNUD Cameroun</p> <p>Date et visa :</p>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Alamine Ousmane MEY</p> <p></p> <p>Signature</p> <p>Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire</p> <p>Date et visa :</p>
<p>Coordonnateur Résident ad intérim</p> <p>Siaka COULIBALY</p> <p></p> <p>Signature</p> <p>Bureau du Coordonnateur Résident</p> <p>Date & visa : 05 MARS 2024</p>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>Elizabeth SPEHAR</p> <p></p> <p>Signature</p> <p>Sous-Secrétaire général pour l'appui à la consolidation de la paix</p> <p>Date & visa : 12 June 2024</p>

⁶ Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

- a) Décrire brièvement l'analyse de conflit et la relation entre les conclusions de l'analyse et le projet. Comment le projet compte-t-il répondre aux causes structurelles et principaux facteurs de tensions / conflits ? Fournir une analyse des acteurs clefs et des principales parties prenantes ayant un impact ou étant sensibles aux principaux facteurs de tension visés par le projet. Cette analyse doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes.

Le Cameroun est un pays d'Afrique Centrale qui a toujours connu une stabilité politique et économique depuis plusieurs décennies et continue de jouer un rôle de premier plan en matière d'intégration sous-régionale en Afrique Centrale. Cependant, le pays fait face depuis 2013 à de multiples défis dont on peut citer a) les attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord ; b) depuis 2004, la crise de la RCA et son flux connexe de réfugiés dans l'Est ainsi que les attaques des groupes de bandits dans les régions du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est; c) et depuis 2016, la crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Les crises sus-évoquées ont entraîné une démobilisation des populations avec un afflux élevé de réfugiés dans l'Extrême-Nord, Nord, Est et Adamaoua et des milliers de personnes déplacées internes et de retournés. En outre, une analyse de la situation menée conjointement par le gouvernement du Cameroun et la Banque Mondiale sur le Nord et l'Est du Cameroun en 2017 a révélé que ces régions déjà touchées par la pauvreté, sont aussi vulnérables sur le plan structurel.

Suite à la soumission de la demande d'éligibilité le 10 Juillet 2019, le Cameroun a été déclaré éligible aux financements du Fond de Consolidation de la Paix des Nations Unies par le Secrétaire Générale des Nations Unies dans une lettre adressée au Président Biya le 29 Juillet 2019. Jusqu'alors, le FCP avait alloué deux financements du « *Immediate Recovery Facility* » pour un montant total de \$2,997,605.00. Ces deux projets sont actuellement en cours de mise en œuvre :

- 1) Le projet visant à « Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun ». Le projet, a un budget total de \$1,499,605.00. Il a été mis en œuvre entre le 1/12/2017 pour une durée de 18 mois et a apporté des résultats probants pour la prévention de l'extrémisme violent et la cohésion sociale dans les communautés ciblées.
- 2) Le projet visant à renforcer les capacités pour appuyer un processus électoral pacifique et la cohésion sociale au Cameroun : « *Strengthening capacities in support of peaceful electoral processes and social cohesion in Cameroon* ». Le projet, a un budget total de \$1,498,000.00. Il sera mis en œuvre entre le 15/09/2018 pour une durée de 18 mois.

Avec l'arrêté du Premier Ministre n° 046 du 8 Mai 2020, le Comité de Pilotage du Fonds de Consolidation de la Paix au Cameroun a été établi. Il est co-présidé par le Ministre, Directeur de Cabinet du Premier Ministre et par le Coordonnateur Résident du système des Nations Unies.

Le Comité de Pilotage est doté d'un Secrétariat Technique conjoint, co-présidé par le Conseiller Technique chef de la cellule Affaires politiques du Bureau du Premier Ministre et par le Coordonnateur du Secrétariat PBF du Bureau du Coordonnateur Résident de l'ONU.

Le Comité de pilotage est en charge de la supervision stratégique et politique des projets du PBF. La première fonction du Secrétariat PBF a été l'appui à la création et la mobilisation du Comité de Pilotage. La fonction principale du Secrétariat est aussi d'assurer le bon fonctionnement du Comité de Pilotage et la liaison entre les Membres du Comité de Pilotage et les partenaires de mise œuvre afin d'assurer la bonne coordination, le séquençage, et le suivi et l'évaluation des projets approuvés, ainsi que la mobilisation de fonds additionnels.

En tant que mécanisme de gouvernance du portfolio PBF au Cameroun, le Secrétariat PBF a deux fonctions principales : 1) appuyer et organiser le travail du Comité de Pilotage du PBF ; 2) coordonner et donner des orientations techniques pour le travail des agences onusiennes récipiendaires du PBF (RUNOs) et des entités non-UN (NUNOs) dans le cycle programmatique (Conception, Suivi /Evaluation) et d'assurer la collaboration entre les agences récipiendaires et les synergies du portefeuille du PBF ainsi que la visibilité des programmes. Pour faciliter les opérations de coordination technique du portefeuille PBF au Cameroun, comme déjà introduit, un Secrétariat Technique conjoint du Comité de Pilotage PBF au Cameroun a été établi. Comme spécifié par l'arrêté 046/2020 et modifications successives, le Coordonnateur du Secrétariat PBF co-préside, avec le Conseiller Technique Chef de la cellule Affaires politiques du Bureau du Premier Ministre, le Secrétariat Technique conjoint du CoPil, formé par les représentants des institutions camerounaises et des agences onusiennes qui font partie du CoPil PBF.

Le Secrétariat PBF a donc un rôle stratégique au sein du SNU, vu qu'il donne l'impulsion à des discussions inclusives autour de la prévention et de la consolidation des conflits au Cameroun, ainsi que, pour ce qui concerne le PBF, facilite les relations institutionnelles avec les entre les structures gouvernementales et onusiennes à un niveau politique, et maintient la même typologie de relations au niveau technique. Le Secrétariat PBF remplira aussi le rôle de point focal onusien pour la liaison avec la Commission de Consolidation de la Paix afin d'y appuyer la participation du Cameroun, le cas échéant.

Dans ce contexte le présent projet vise à appuyer le Comité de Pilotage, les partenaires de mise en œuvre et les agences d'exécution dans la coordination, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets PBF. De manière plus spécifique, il se justifie par les raisons suivantes :

- L'éclatement du portefeuille entre plusieurs partenaires d'exécution (RUNOs, partenaires nationaux et PTF), qui nécessite une coordination plus étroite afin d'assurer la synergie entre les projets ;

- La mobilisation de fonds importants du PBF, dont l'exécution requiert du personnel additionnel ;
 - La complexité des projets de consolidation de la paix qui demande des capacités supplémentaires pour en assurer une cohérence d'ensemble au niveau stratégique et une mise en œuvre de qualité ;
 - Le besoin de renforcement des capacités des partenaires nationaux de mise en œuvre ;
 - La nécessité de renforcer la communication autour des projets et leur visibilité en ciblant davantage le grand public et les acteurs indirects ;
 - Le besoin de renforcer le suivi & évaluation des activités sur le terrain par projet et de façon intégrée entre les différents projets ;
 - Favoriser l'appropriation nationale des projets, de leurs résultats et l'engagement continue des partenaires techniques et financiers.
- b) Expliquer succinctement la manière dont le projet est en phase avec et appuie les cadres stratégiques du Gouvernement et des Nations Unies, et promeut l'appropriation nationale. Décrire comment les composantes sont complémentaires d'autres interventions dans ce secteur d'intervention / cette zone géographique, y compris les enseignements tirés d'appui apporté dans le passé par le PBF (ou autre).

En 2018, les Nations Unies, la Banque Mondiale et l'Union Européenne ont conduit une analyse conjointe avec le MINEPAT dans le cadre du Diagnostic pour le Relèvement et la Consolidation de la Paix (RCP) dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est. Cela a permis de développer une Stratégie pour le relèvement et la consolidation de la paix dans les régions du Septentrion et de l'Est du Cameroun 2018-2022. Cette stratégie multidimensionnelle, bien que toujours en attente de validation par le chef du gouvernement, permet d'adresser les causes profondes de l'instabilité et de consolider la paix dans les régions les plus économiquement désavantagées du pays.

Afin de restaurer la paix et la stabilité au Cameroun, au-delà des efforts engagés avec ses ressources propres, le gouvernement a fait appel à la communauté internationale pour qu'elle puisse apporter un appui technique et financier aux efforts nationaux.

Les autorités camerounaises, par la voie du Premier Ministre, S.E. Mr. Joseph Dion Ngute, ont envoyé une lettre au Représentant Spécial du Secrétaire Général pour l'Afrique Centrale, Mr. François Louncény Fall, le 12 Février 2019, exprimant l'intérêt du Président Biya pour que le Cameroun puisse accéder au Fonds de Consolidation de Paix des Nations Unies. Le Premier Ministre a précisé que ces fonds pourraient appuyer certaines initiatives internes de consolidation de la paix et du vivre ensemble dans les domaines de la décentralisation, de la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, et pour la mise œuvre du programme national de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (DDR) d'ex combattants de groupes armés non-étatiques opérant dans les régions de l'Extrême Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Pour développer le dossier de demande d'éligibilité du Cameroun au Fond de Consolidation de la Paix des Nations Unies, le Gouvernement a travaillé avec le Bureau du Résident Coordinateur des Nations Unies au Cameroun. Pour assurer l'appropriation nationale et l'inclusivité du processus, une série d'ateliers regroupant les agences des Nations Unies, la société civile, les ONGs nationales et internationales, les bailleurs de fonds, et les collectivités territoriales décentralisées ont été organisés en Juin 2019 à Yaoundé, Bertoua, Maroua et Buéa.

Ces ateliers ont permis de présenter les priorités du gouvernement et recueillir les suggestions des parties prenantes pour identifier les problématiques à adresser et les écarts à combler en matière de consolidation de la paix, les sous-thématiques prioritaires, les zones géographiques à cibler, et les portes d'entrée programmatique.

Depuis Mai 2020, date d'établissement du CoPil PBF, le portefeuille PBF au Cameroun a été constitué des projets suivants :

1. Stabilisation et Relèvement des communautés affectées par la crise sécuritaire à l'Extrême-Nord du Cameroun¹ ;
2. Réduction des tensions/conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles pour les activités agro-pastorales dans les régions de l'Est, l'Adamaoua et le Nord² ;
3. Appui à la participation des femmes et des jeunes aux initiatives de consolidation de la paix, de renforcement des mécanismes de cohésion sociale et du vivre ensemble au Cameroun ;
4. Renforcement de la participation des mécanismes communautaires et du rôle des défenseuses des droits humains au processus de consolidation de la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun (GYPI 2020);
5. Les jeunes, tisserands de la paix dans les régions transfrontalières du Gabon, Cameroun et Tchad ;
6. Lutte contre la traite des personnes, les trafics illicites et la criminalité organisée qui y sont liées entre la RCA et le Cameroun ;
7. Appui à la Coordination et au Suivi des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix au Cameroun (le projet duquel on demande l'extension onéreuse avec cette note).
8. Peace through Health: peacebuilding and violence reduction in communities in the Far North, through inclusive health and social interventions.
9. Leveraging community participation in local governance for effective conflict prevention and resolution in the Littoral and West regions affected by the North-West and South-West crisis in Cameroon.
10. Promotion de la paix, de l'espace civique et renforcement de la résilience des jeunes populations déplacées et hôtes des communes des régions de l'Ouest et du Littoral à travers le développement des initiatives socio-économiques et culturelles durables respectueuses de l'environnement (GYPI 2021).
11. Renforcement du rôle des jeunes dans la promotion du vivre ensemble et du multiculturalisme à travers l'éducation secondaire et les centres d'apprentissage non formel et informel au Cameroun ;
12. Appui à la cohabitation pacifique entre les communautés du Logone Birni a l'Extrême Nord du Cameroun ;
13. Enhancing Women's Meaningful Involvement in DDR Policy Design and Implementation in Cameroon Based on the National DDR Gender Strategy 2021-25: Strengthening Platforms for Women's Associations (GYPI 2022);

¹ Le projet a été clôturé en Octobre 2021 et il est en cours d'évaluation finale.

² Le projet a été clôturé en Octobre 2021 et il est en cours d'évaluation finale

14. Appui à la mise en œuvre du programme national d'éducation civique pour le renforcement de la paix, la cohabitation pacifique et le vivre ensemble dans les communautés affectées par les crises au Cameroun.
15. Promoting CSO-led peacebuilding initiatives in the Lake Chad Basin sub-region

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

- a) Une **brève description du contenu du projet** – les résultats attendus du projet, et comment le projet va répondre aux facteurs identifiés dans l'analyse de conflit dans la section 1 (cette section doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes).

Afin de superviser et coordonner la mise en œuvre de ces projets, un comité de Pilotage a été mis en place. Le CoPil est un organe de gouvernance des projets du PBF qui assure la supervision stratégique du portefeuille du PBF et endosse les nouveaux projets du PBF (inclure en annexe les TdRs du CoPiL). Il est supporté dans ses fonctions par un Secrétariat Technique, co-présidé par le Conseiller Technique chef de la cellule Affaires politiques du Bureau du Premier Ministre et par le Coordonnateur du Secrétariat PBF du Bureau du Coordonnateur Résident de l'ONU (ainsi coordonnateur de ce projet). Le projet secrétariat PBF a donc comme but d'appuyer le Comité de pilotage, à travers de son Secrétariat Technique, dans son rôle d'orientation stratégique, de même que les agences récipiendaires et leurs partenaires d'exécution) dans l'atteinte des résultats des projets. Le Secrétariat Technique, dont le Secrétariat PBF fait partie, veille, en particulier, à la synergie des interventions sur le terrain et contribuera à la mobilisation de ressources additionnelles auprès des donateurs potentiels afin d'accélérer le processus de consolidation de la paix.

Le Secrétariat PBF est partie intégrante du Secrétariat Technique, établi afin de soutenir le CoPil, notamment en (i) assurant que le CoPil puisse remplir son rôle de gestion et contrôle-qualité à travers la coordination et le soutien du Secrétariat ainsi qu'à travers des systèmes d'alerte précoce sur tout type de problème ; (ii) servant d'interface entre les entités de prise de décision (CoPil, Bureau pour la Consolidation de la Paix à NY - PBSO) et les agence récipiendaires; (iii) fournissant une assurance-qualité du soutien du PBF ; (iv) assurant que les questions du genre soient intégrées de manière transversale (au moins) dans les interventions du FCP ; et (v) entreprenant et facilitant la coordination et le suivi-évaluation du portefeuille des projets PBF.

Dans cette perspective, le Secrétariat Technique va également assurer la liaison avec des institutions clés/plateformes principales de dialogue pour la réussite des résultats stratégiques de l'engagement du PBF dans le pays : le Groupe de Travail Interministérielle sur la Consolidation de la Paix, les mécanismes de l'UNSDCF, le Groupe de coordination des Partenaires techniques et financiers ; le Groupe d'Action Humanitaire ; et tout autre entité travaillant sur les sujets connexes au PBF.

Le Secrétariat PBF du RCO aura donc plusieurs responsabilités de coordination du portfolio PBF avec les autres cadres stratégiques du Gouvernement et des Partenaires au Développement au Cameroun. En collaboration avec le RC/HC et OCHA, assurera la coordination du portfolio

PBF avec les interventions humanitaires mises en œuvre dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire pour le Cameroun afin de ne pas faire de tort (Do No Harm) aux opérations d'assistance humanitaire prenant place dans les mêmes zones d'interventions que les projets PBF. Le Secrétariat Technique assurera la liaison avec les autres bailleurs finançant des interventions connexes aux efforts de consolidation de la paix (ex. entre autres les interventions financées par le Canada, le Royaume Uni, les États-Unis, l'Union Européenne, AFD et GIZ sur pour appuyer les efforts de résilience, stabilisation et DDR). Le Secrétariat PBF du RCO assurera aussi la liaison avec MINPROFF pour faire état de la contribution du portfolio PBF à la réalisation du Plan d'Action National pour la mise en œuvre de la Résolution des NU 1325 sur les femmes, paix et la sécurité (NAP 1325).

- b) **Cadre des résultats du projet**, indiquant tous les résultats attendus du projet, les produits, les activités, y compris les indicateurs de progrès, niveau de référence, cibles, (doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes). Annexe B à compléter – il n'est pas nécessaire de rajouter ici une explication narrative.

L'objectif général du projet est d'appuyer le Comité de Pilotage, à travers de son Secrétariat Technique, à assumer pleinement son rôle d'orientation stratégique et de suivi et évaluation, de même que les agences dans la coordination de la mise en œuvre des projets et de la compréhension des enjeux de la consolidation de la paix dans la mise en œuvre du Plan prioritaire pour la consolidation de la paix.

Le Secrétariat PBF fait partie de la cellule de consolidation de la paix au sein du Bureau du Coordonnateur Résident.

Le Coordonnateur PBF, sur la base de l'arrêté 046/2020 du Premier Ministre de la République du Cameroun, co-préside le Secrétariat Technique du CoPiL PBF avec le Conseiller Technique chef de la cellule Affaires politiques du Bureau du Premier Ministre.

Il travaille aussi en étroite collaboration avec le Conseiller en Paix et Développement ainsi que le Spécialiste en Paix et Développement. En particulier, le Coordonnateur PBF coordonne les différentes analyses effectuées par les agences récipiendaires des fonds PBF (ex. index de stabilité, return intention survey, suivi et cartographie des flux de transhumance, analyses des conflits, cartographie des acteurs, etc.) et, de concert avec ses collègues de la cellule de consolidation de la paix, appuie la rédaction d'analyses d'économie-politique, de suivi du contexte et du conflit³. Ces produits d'analyses forment la base de la coordination stratégique

³ Spécifiquement, les analyses visées pendant la durée du projet sont des analyses de conflit portant sur des zones géographiques spécifiques, déterminées en fonction des dynamiques de conflit en présence, à savoir (1) la région de l'Extrême-Nord ; (2) les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; et (3) les régions affectées par la présence des réfugiés de la République centrafricaine. (4) Les autres régions feront aussi l'objet d'une analyse portant sur la prévention des conflits et l'identification et analyse de conflits spécifiques (par exemple ceux opposant les habitants et riverains de certaines aires protégées aux institutions en charge de la protection). Sont aussi envisagées une analyse des différents conflits enregistrés au Cameroun depuis l'indépendance de ce pays, et qui portent sur la gestion des ressources naturelles ou sur la cohabitation heurtée entre communautés, ainsi que une réflexion sur les visages, les causes, les conséquences et les différentes réponses à la grave question de la violence en milieu scolaire. A ces analyses seront confrontés les résultats d'un mapping des interventions des partenaires techniques et financiers et du Gouvernement en vue d'identifier d'éventuels gaps dans la réponse.

du portfolio PBF au Cameroun. Les méthodes d'analyses, les outils développés, et le séquençage de ces analyses seront harmonisés pour qu'elles soient complémentaires et se renforcent mutuellement.

Il se propose de renforcer les capacités du Comité de Pilotage (inclus son Secrétariat Technique) et de l'Equipe pays pour la mise en œuvre et le suivi optimal des projets de consolidation de la paix au Cameroun, ainsi que pour la documentation et la capitalisation des leçons apprises. Il facilite aussi le partage, à niveau national, régional et global, des meilleures pratiques établies soit par les activités de projets réalisées sur le terrain, que par les structures de gouvernance du PBF au Cameroun et leur fonctionnement.

Ce projet ne prévoit pas le soutien d'un résultat stratégique plus qu'un autre, vu qu'il soutiendra tous les projets développés et mis en place, ainsi que la prise en compte de la question du genre de manière transversale. Le Secrétariat Technique du CoPIL PBF coordonnera le développement, cohérence et assurance-qualité des projets dans le cadre du PBF à travers le soutien aux agences et les membres et au Comité de Pilotage. Il sera également chargé de s'assurer de la cohérence avec les autres projets développés dans des perspectives similaires ou qui pourraient avoir un impact sur les projets du PBF.

Pour ce qui concerne spécifiquement du suivi et évaluation, le Secrétariat Technique PBF développera et mettra en œuvre, à travers de fonds du projet, un plan de suivi/évaluation de qualité par projet ainsi que du portefeuille, comprenant des missions nationales et transfrontalières.

Le Secrétariat du PBF de manière périodique donnera un appui en suivi-évaluation aux agences du portefeuille notamment en termes d'agrégation des données et d'analyses multisectorielles ; conformément aux directives de PBF, il partagera les leçons apprises de manière régulière avec la contrepartie gouvernementale et le PBSO; il veillera à la qualité et à la transmission des rapport (semestriel, annuel, final) à temps ; il contribuera à la conduite des analyses et évaluations liées à l'impact du portefeuille sur la consolidation de la paix au Cameroun (Baseline, midline, end line, Community based monitoring, satisfaction et finale).

Le Secrétariat PBF sera en charge de produire et de maintenir à jour une cartographie des Partenaires Technique et Financiers (PTF) et activités de consolidation de la paix et de l'identification des gaps de financement afin d'identifier les nouveaux projets prioritaires.

Le Secrétariat technique est en charge des relations avec les PTF afin d'établir les synergies des projets et d'assurer la cohérence des programmes de consolidation de la paix, y inclut la Banque Mondiale, ainsi que la mobilisation de fonds additionnels pour les projets de consolidation de la paix (effets catalytiques du PBF).

Par ailleurs, le Secrétariat technique sera aussi en charge de continuer à assurer la visibilité du portefeuille des projets du PBF, à travers l'élaboration de produits de communication stratégiques de manière continue (faire le lien avec les points focaux des RUNOs, faire le relais avec l'expert communication du PBF, utiliser les réseaux sociaux et produits de communication tels que des rapports périodiques, brochures, carte des initiatives PBF, vidéos

Le projet pourra aussi contribuer au financement d'analyses liées à l'intégration et les synergies entre le PBF et la mise en œuvre sur le terrain du Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP Nexus).

et/ou reportages, couverture médiatique, etc.), mais aussi de promouvoir une meilleure compréhension et connaissance du portefeuille PBF et de ses résultats auprès des autorités administratives, de la société civile, des bailleurs de fonds et du grand public.

CADRE DE RESULTAT

Résultat 1 : La coordination, le suivi & évaluation et le rapportage des résultats du portefeuille du PBF sont assurés par le Secrétariat PBF.

Produit 1.1 : Le Secrétariat PBF est mis en place.

Activités :

- Préparation des TDRs du Staff non professionnel (le cas échéant) et recrutement du personnel du Secrétariat) ;
- Mise en place du bureau du Secrétariat PBF (bureau et équipement fonctionnels) ;

Produit 1.2 : Le cadre stratégique et technique pour l'identification de projets de consolidation de la paix ayant un effet catalytique est mis en place, en complémentarité avec d'autres plan stratégiques (UNSDCF, PRSP, Stratégies régionales, etc.).

Activités :

- Mise à jour, d'une cartographie des acteurs (UN, Gouvernement, SCOs, PTF) dans le domaine de la consolidation de la paix qui est mise à jour régulièrement et identification des gaps et points d'entrées programmatiques pour les projets du PBF ;
- Facilitation de l'élaboration et la mise à jour périodique de l'analyse de conflits en étroite coordination avec le PDA et en collaboration entre le SNU, le Gouvernement, la Société Civile et les PTF ;
- Facilitation des exercices d'élaboration des requêtes d'éligibilité ou renouvellement de la demande d'éligibilité dans le pays ;
- Sur la base de l'analyse de conflit et de la cartographie, facilitation la coordination et un appui stratégique conséquent pour le développement de projets de qualité en matière de consolidation de la paix en étroite collaboration entre le SNU, le Gouvernement, la Société Civile et les PTF, pour soumission au PBF ;
- S'assurer qu'au moins 15% de l'enveloppe totale du PBF soit allouée aux questions de genre et/ou a un soutien pour l'autonomisation des femmes ;

Produit 1.3 : Des mécanismes de coordination entre les projets et les partenaires clés sont mis en place pour assurer la réalisation des résultats stratégiques du portefeuille PBF et la cohérence/synergies entre les projets et les activités ;

Activités :

- Appui au rôle de coordination du RC dans le cadre de la programmation en consolidation de la paix, en étroite collaboration avec le Conseiller en Paix et Développement (PDA) et ou le Strategic Planner dans le bureau du RC ;
- Établissement d'un mécanisme de coordination régulière entre les agences onusiennes de mise en œuvre des projets PBF (suggestion réunions mensuelles et plus souvent au besoin) ;
- Renforcement du mécanisme de coordination régulière au niveau technique (Sous-Comités Techniques) entre les agences onusiennes de mise en œuvre, le Gouvernement et points focaux PBF et la Société Civile à travers des réunions trimestrielles et plus souvent au besoin ;
- Participation du Secrétariat aux réunions techniques de chaque projet devant réunir agences, Gouvernement et partenaires de mise en œuvre ;
- S'assurer de la mise en synergie entre les projets en cours d'élaboration et ceux en cours d'implémentation, non seulement sous financement PBF mais aussi financés par d'autres PTF ;
- Documentation, analyse et dissémination des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre des projets PBF (par le biais d'atelier de mise en œuvre et mini-retraite, atelier de clôture de projet etc...) ;
- Organisation, le cas échéant des réunions régionales dans le cadre des projets transfrontaliers et s'assurer de la coordination avec les autres pays impliqués.

Produit 1.4 : Le suivi et évaluation du portefeuille du PBF est assuré.

Activités :

- Appuyer le développement et à la mise en œuvre d'un plan de suivi/évaluation de qualité par projet ainsi que le développement et la mise en œuvre d'un plan de suivi/évaluation conjoint entre les projets afin d'accroître les synergies et éviter les duplications entre les projets PBF, et les autres projets de consolidation de la paix dans le pays ;
- Fournir un appui technique aux agences bénéficiaires pour l'assurance qualité des rapports semestriels, annuels et de clôture des projets (narratifs et financiers), en lien avec les indicateurs établis dans les documents de projet et les données recueillies pendant les visites de terrain ;
- Appuyer la conduite d'études d'évaluation indépendantes des projets PBF (en tant que membre du groupe de référence de l'évaluation), ainsi que l'étude « d'évaluabilité », la revue à mi-parcours et l'évaluation finale. A noter que l'étude d'évaluabilité, et l'évaluation finale seront gérées et contractées à partir du Siège, mais soutenues au

niveau du pays à travers le recrutement d'un consultant local et soutenu par le Secrétariat Technique du PBF ; la revue à mi-parcours sera directement soutenue par le Secrétariat du PBF ;

- Effectuer des missions régulières sur le terrain pour le suivi des projets PBF et produire des rapports de mission à partager avec le RCO et PBSO ;
- Établir un échange entre les communautés bénéficiaires et le Comité de Pilotage à travers les mécanismes de suivi communautaire (développement d'enquêtes de satisfaction sur une base semestrielle), et garantir que les voix des bénéficiaires sont utilisées de manière stratégique pour promouvoir les responsabilités communes.
- Établir un mécanisme de communication systématique entre les communautés de bénéficiaires et le Comité de Pilotage à travers le développement des community-based monitoring (4 par ans).
- Assurer la gestion des connaissances et meilleures pratiques pour les prochaines activités de consolidation de la paix ; assurer que ces leçons soient publiées et communiquées à travers les plateformes adéquates ;
- Mettre en place une plateforme interne d'enregistrement et de diffusion des données ventilées du portefeuille au Cameroun, (Monitoring Dashboard) pour information du ST, RCO et PBSO.
- Réaliser une évaluation annuelle visant à analyser les résultats achevés, leurs impacts vers la consolidation de la paix, ainsi que les dispositifs de gouvernance et de supervision des projets mis en place par le PBF.
- Formaliser une évaluation annuelle sur les risques liés aux conflits (sur la base des analyses de conflit menées) afin de définir un indicateur macro sur la paix au Cameroun.
- Ébaucher le rapport annuel de progrès du Plan Prioritaire de la Consolidation de la Paix, à travers un processus consultatif, et le soumettre au Comité de Pilotage et, subséquemment au Bureau pour la Consolidation de la Paix à New York, pour le 1er décembre de chaque année au plus tard.

Résultat 2 : Le Comité de Pilotage et Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies sont appuyés afin d'assurer leur rôle d'orientation stratégique, de l'endossement des projets PBF et de suivi et évaluation du portefeuille PBF

Produit 2.1 : Les capacités du Comité de Pilotage (y compris au niveau technique) et des autres partenaires pertinents sont renforcées pour assurer la supervision et le suivi & évaluation des projets du PBF.

Activités :

- Organisation de réunions régulières du Comité de Pilotage (y compris au niveau technique) pour examiner et évaluer les propositions de projets, leur suivi et évaluation, le progrès de la mise en œuvre de l'ensemble du portefeuille PBF.
- Renforcement des capacités des agences récipiendaires et des partenaires en matière d'approches sensibles aux conflits, consolidation de la paix, suivi/évaluation en matière

de consolidation de la paix et programmation sensible au genre et aux Droits de l'Homme.

- Entreprendre des examens et de contrôle-qualité des documents relatifs au PBF (y compris des documents de projet et des rapports y relatifs) avant toute soumission au Comité de Pilotage, et Bureau pour la Consolidation de la Paix, afin d'aider les RUNOs à renforcer la qualité des produits, en ligne avec les notes d'orientation du PBF. S'assurer que les questions transversales importantes pour le PBF (telles que le genre) soient prises en compte.
- Identifier proactivement les questions et défis de consolidation de la paix et les employer pour soutenir et conseiller le rôle du Comité de Pilotage et des partenaires clés du FCP.
- Faciliter l'organisation de missions de monitoring par le Comité de Pilotage pour revoir la mise en œuvre du portefeuille du PBF, tel que requis.
- Fournir un appui-conseil au management des Nations Unies et au Comité de Pilotage, sur des questions relatives à la consolidation de la paix et s'assurer que les projets financés par le PBF intègrent les meilleures pratiques sur ces questions.

Produit 2.2 : Le plaidoyer, la communication et le partenariat/création de réseaux sont assurés pour promouvoir une meilleure compréhension et connaissance du portefeuille PBF et de ses résultats au sein des autorités nationales, de la société civile, des bailleurs de fonds et du grand public.

Activités :

- S'assurer que les partenaires de mise en œuvre du portefeuille du PBF et les autres partenaires clé comprennent et s'approprient les orientations du PBF, y compris les questions de genre et les demandes et matière de rapportage.
- Réviser le plan de communication, le cas échéant, afin de promouvoir la visibilité des activités du PBF dans le pays et parmi les parties intéressées.
- Développement et mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation de ressources pour la pérennisation des programmes du PBF (Assurer les effets catalytiques des projets PBF)
- Appuyer le Système des Nations Unies à améliorer la visibilité des activités du PBF dans le pays.
- Assurer une liaison régulière avec PBSO par rapports à la mise en œuvre des projets PBF, l'évolution du contexte politique et les processus de planification au sein des UN et du Gouvernement en lien avec les activités du PBF.
- Organisation de missions de supervision inter-agences élargies au siège et appuyer les missions de suivi du PBSO (le cas échéant).
- Soutenir les parties prenantes (jugées pertinentes) visant à faire connaître les initiatives, les principes et le concept du fonds de consolidation de la paix par le biais de publications écrites.
- Impliquer les médias de masse au travers des points de presse et autres pour partager à plus grande échelle les résultats et l'impact des projets PBF dans le pays.

Cibles

Les groupes cibles sont le Comité de Pilotage, les Comités Techniques Conjointes, les agences onusiennes et NUNO, les partenaires de mise en œuvre de projets FCP identifiés dans les projets de documents PBF et les bénéficiaires.

- c) Fournir une **théorie du changement pour le projet** – comment les interventions envisagées vont mener aux résultats et pourquoi ces interventions ont été choisies. Indiquez quelles interventions sont particulièrement risquées.
(Note: Le changement peut se produire par le biais d'approches diverses et variées, par exemple la cohésion sociale peut être favorisée par le dialogue ou par les opportunités d'emploi ou la gestion conjointe des infrastructures. Comment avez-vous choisi votre approche de programmation et selon quelles hypothèses ?)

Si le Secrétariat du PBF, à travers le Secrétariat Technique du Comité de Pilotage du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) au Cameroun fournit un appui de qualité à la conception, développement et mise en œuvre des programmes du PBF et assure une coordination ainsi qu'une communication efficace entre le SNU, le Gouvernement, la Société Civile et les PTF, alors les projets du PBF auront un impact plus important en matière de consolidation de la paix et des effets catalytiques plus conséquent avec le Gouvernement et les PTF.

- d) **Stratégie de mise en œuvre du projet** – expliquez comment le projet va réaliser les activités de la manière la plus effective et efficace pour atteindre les résultats, y compris la justification relative aux choix des zones d'intervention géographiques du projet, le critère de sélection des bénéficiaires, le calendrier de mise en œuvre des activités, la cohérence entre les résultats et toute autre information pertinente concernant l'approche de mise en œuvre (doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes). Il n'y a pas besoin de répéter ici tous les produits et toutes les activités du projet qui sont dans le Cadre des résultats.

La mise en œuvre du projet sera assurée par l'équipe du Secrétariat PBF qui appuiera, à travers le Secrétariat Technique du Comité de Pilotage du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) au Cameroun, les agences récipiendaires dans l'exécution, le suivi/évaluation, la communication et rapportage des projets. Le projet bénéficiera également de l'appui technique du PBSO en matière d'appui conseil, de mise en relation avec d'autres partenaires. Des rapports réguliers seront fournis et présentés au Comité de Pilotage, pour endossement avant de les acheminer au PBSO.

Le Secrétariat assurera une communication étroite avec le PBSO à New York, et le Secrétariat assurera le rôle de Point Focal pour PBSO (PBF et la Commission de la Consolidation pour la Paix – PBC) au Cameroun.

Le Secrétariat Technique du CoPil PBF appuiera les agences d'exécution dans la mise en œuvre, la communication/visibilité, le rapportage et le suivi/évaluation, des projets, y compris leur évaluation finale. Il s'assurera que la dimension genre soient prise dument en compte tout au long du cycle de formulation, de mise en œuvre et d'évaluation des projets. Il vérifiera aussi

l'alignement des activités mises en œuvre par le portefeuille PBF **aux Objectifs de Développement Durable (ODD)**, à la Stratégie Nationale pour le Développement (NDS) 2030, **au plan d'action du Secrétaire General de Nations Unies pour les déplacements**, et il contribuera à l'identification des priorités stratégiques pour l'identification des projets qui seront vis-à-vis financés par le PBF jusqu'en 2024.

Au-delà des activités régulières de suivi, une évaluation globale du portefeuille du PBF au Cameroun pourra être conduite, afin d'en mesurer l'impact sur les bénéficiaires et l'évolution des perceptions et mentalités au sujet de la consolidation de la paix, de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique dans les zones d'intervention.

Les points focaux des agences et leurs partenaires s'impliqueront dans la mise en œuvre, en participant activement aux différentes activités retenues. Le Secrétariat apportera l'appui technique à la planification de l'évaluation finale des projets. Il définira de concert avec les agences de mise en œuvre la méthodologie et les mécanismes de suivi et coordonnera la collecte, le traitement et l'analyse des informations et des indicateurs des nouveaux projets approuvés. Il appuiera la production des rapports semestriels et annuels des projets en cours d'exécution un rapport annuel consolidé du comité de pilotage sera élaboré ainsi que le rapport stratégique annuel.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

- a) **Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre** – indiquez les agences bénéficiaires directes et leurs partenaires de mise en œuvre (internationaux et locaux), clarifier qui est l'agence chef de file, et expliquer ces choix, sur base des mandats, expertise, connaissance du terrain local, et capacités existantes.

Le PNUD a été désigné comme agence récipiendaire pour le secrétariat PBF.

Aperçu général du financement de l'Agence qui garantit l'exécution administrative du projet Secrétariat dans le pays				
ANNEE	ENTITE	Principale source de financement	Budget annuel ordinaire en dollars US	Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)
2018	PNUD	European Union, GEF, Germany, Japan, Trust funds	12 055 351	-
2019		Government du Cameroun, European Union, GEF, Germany, Japan, Trust Funds	13 447 610	-
2020		Government du Cameroun, GEF, Japan, UN agencies, Trust Funds, UK	27 653 379	-

		Germany, France, World Bank, Global Fund, Islamic Bank		
2021		Government du Cameroun, GEF, Japan, UN agencies, Trust Funds, UK Germany, France, World Bank, Global Fund, Islamic Bank	37 376 739	-

- b) **Gestion du projet et coordination** – présenter l'équipe de mise en œuvre du projet, y compris les postes et rôles, et indiquer quels postes seront financés par le projet, et le pourcentage du budget total. Expliquer la coordination envisagée pour le projet et les mécanismes de contrôle. Remplissez **l'annexe C** : liste de vérification pour le lancement du projet.

Le Secrétariat est composé de :

- D'un Coordinateur principal (P4 – international) ;
- D'un Expert communication et relations institutionnelles (NO-B)
- D'un expert en suivi-évaluation (NO-B) ;
- D'un chauffeur

Toutes les positions ont été recrutées.

Le Secrétariat PBF est supporté par une interface dédiée mise à disposition par le PNUD et composée par son personnel, pour avancer dans la mise en œuvre des activités et effectuer les paiements, sur la base des procédures du PNUD (PoPP).

La voiture achetée avec les fonds PBF et dans les disponibilités du PNUD sera gardée par le Secrétariat onusien PBF pendant toute la durée de l'éligibilité du Cameroun au PBF. Une fois terminée l'éligibilité et clôturé administrativement le projet en question, la voiture pourra être transférée aux disponibilités du Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, aux autorités camerounaises ou laissée aux disponibilités du PNUD.

Organigramme du Secrétariat

La mise en œuvre du projet est assurée par l'équipe du Secrétariat, qui appuie les agences récipiendaires et leurs partenaires d'exécution dans la mise en œuvre, le suivi/évaluation, la communication et S&E des projets. Le projet Secrétariat est placé dans le bureau du Coordonnateur/Coordonnatrice Résident, qui assure la supervision générale du projet. Le PNUD est l'agence d'exécution, et assure, à ce titre, la gestion administrative et contractuelle du personnel du Secrétariat.

La supervision générale du Coordonnateur du Secrétariat est assurée par le Coordonnateur Résident/Coordonnatrice Résidente (RC) du Système des Nations Unies (SNU) ou de son représentant au sein du Bureau du RC, à qui elle/il rapportera sur toutes les tâches qui relèvent du Secrétariat. Elle/il travaillera en étroite collaboration avec le Comité de Pilotage et l'équipe du RC, en particulier avec le Conseiller (P5) et le Spécialiste (expert en mission) Paix et Développement **et les spécialistes Nexus et Localisation**. La qualité de l'exécution du travail du Secrétariat PBF reste de la responsabilité du RC.

La supervision des membres de l'équipe du Secrétariat PBF est assurée par le Coordonnateur du Secrétariat ou, en cas d'absence, par le Coordonnateur Résident/Coordonnatrice Résidente (RC) du Système des Nations Unies (SNU), à qui elles/ils rapporteront sur toutes les tâches qui relèvent de Termes de Référence respectifs.

Le coordonnateur du Secrétariat aura une ligne de supervision indirecte avec le Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) concernant les questions stratégiques du portefeuille PBF dans le pays et la performance des projets PBF. PBSO prendra parti aux côtés du RCO et de l'agence de mise en œuvre du Secrétariat au processus de recrutement et d'évaluation de performance du personnel professionnel du Secrétariat.

Avec l'arrêté du Premier Ministre n° 046 du 8 Mai 2020, le Comité de Pilotage du Fonds pour la Consolidation de la Paix au Cameroun a été mis en place. Il est co-présidé par le Ministre Directeur du Cabinet du Premier Ministre et par le Coordonnateur Résident des Nations Unies. Le comité de Pilotage est doté d'un Secrétariat Technique conjoint, co-présidé par le Conseiller Technique chef de la cellule Affaires politiques du Bureau du Premier Ministre et par le Coordonnateur du Secrétariat PBF du Bureau du Coordonnateur Résident de l'ONU.

Le Comité de Pilotage PBF est chargé de la coordination, du suivi et de l'orientation stratégique des projets. L'arrêté du Premier Ministre n° 046 du 8 Mai 2020 a nommé les membres gouvernementaux et institutionnels camerounais, ainsi que ses membres onusiens (voir l'annexe pour la liste des membres). Différents autres institutions clefs seront associés, au besoin, à ses travaux, ainsi que les représentants d'autres partenaires techniques et financiers, de la société civile, d'ONG internationales et des agences du Système des Nations Unies.

Le Secrétariat PBF est membre du Secrétariat Technique du CoPiL PBF et supporte, à travers ce dernier, le comité de pilotage dans sa mission. A ce titre, le Secrétariat Technique du CoPiL PBF assurera le suivi des projets, la planification des activités d'évaluation, le contrôle de qualité, ainsi que la consolidation et la soumission régulière des rapports au Comité de pilotage. Il contribuera, également, à renforcer la visibilité des interventions du PBF dans le pays.

- c) **Gestion du risque** – identifier le niveau de risque pour la mise en œuvre du projet et établir une liste des risques spécifiques en indiquant la manière dont ils seront mitigés, y compris l’approche proposée pour mettre à jour les risques et l’ajustement des activités du projet. Inclure le principe “ne pas nuire” et de mitigation des risques.

Risques	Probabilité	Impact	Mesures d’atténuation
Manque d’information sur la mise en œuvre par les agences récipiendaires	Moyenne	Faible	Le Secrétariat collaborera avec les agences pour un meilleur partage de l’information.
Retards dans la soumission des rapports narratifs et financiers	Moyenne	Faible	Suivi rapproché avec les agences pour un bon rapportage financier et narratif
Appropriation insuffisante des projets par les partenaires nationaux	Faible	Élevé	Implication des partenaires au sein du comité de pilotage et des réunions techniques
Difficulté pour les agences à mener une supervision conjointe des projets sur le terrain	Moyenne	Moyen	Planification des missions conjointes dans les PTA
Difficultés à réunir le Comité de Pilotage selon le calendrier prévu	Moyenne	Faible	Désignation d’un suppléant dûment mandaté pour remplacer le membre du CoPil empêché.
Les procédures de passations de marchés ralentissent la mise en œuvre des projets	Faible	Moyen	Préparation d’un Procurement plan dès le démarrage des projets
Conflits éventuels entre les Agences dans la mise en œuvre des projets	Faible	Faible	Impliquer toutes les agences et les contreparties nationales dans la planification opérationnelle des activités Solliciter arbitrage de la RC en cas de besoin.
Dispersion, duplication et faible coordination entre les projets	Faible	Faible	Réunion trimestrielle de coordination pour développer la synergie entre des projets.
Disponibilité peu variée des données, documents de base et d’informateurs clés pour les évaluations à mi-parcours, annuelles, d’analyse des conflits et d’impact.	Moyenne	Moyen	Préparer/rappeler les Agences de ces processus durant les réunions de coordinations et les visites de suivi.
Difficulté de convergence entre la stratégie de DPPA/PBSO sur la consolidation de la paix et la stratégie du gouvernement sur la	Faible	Moyen	Assurer des échanges réguliers entre le RC et le président du Copil PBF pour assurer une vision commune.

résolution des conflits			
Non-renouveau de l'éligibilité du Cameroun au PBF en 2024	Moyenne	Grand	Travailler en étroite collaboration avec les autorités camerounaises et l'équipe d'évaluateurs indépendants pour la réalisation de l'évaluation indépendante du portefeuille PBF 2019 – 2024. Mettre l'accent sur le rôle de prévention de conflits et cohésion sociale que le PBF peut jouer en support aux autorités camerounaises.

- d) **Suivi / évaluation** – Quelle sera l'approche de suivi / évaluation du projet, y compris l'expertise en suivi / évaluation de l'équipe et les moyens et la chronologie pour l'analyse des données. Inclure le détail du budget alloué au suivi / évaluation, y compris pour la collecte de données de base et les données de fin de projet, et l'évaluation indépendante, et un calendrier approximatif du suivi / évaluation. Allouer au minimum 5 à 7% du budget du projet aux activités de suivi / évaluation.

Le Secrétariat PBF assurera la mise en place d'un système intégré et conjoint de suivi /évaluation pour les projets du PBF (y compris les projets transfrontaliers et les projets de l'initiative pour la promotion du genre et des jeunes), qui permettra la mise en synergie des différents projets, le renforcement mutuel des résultats des projets ; et la formulation de résultats commun et indicateurs au niveau macro commun sur la base desquels les résultats des projets seront mesurés, sur la base des priorités identifiées dans la demande d'éligibilité.

Le Secrétariat sera responsable de l'assurance qualité des rapports annuels et semestriels des agences des Nations Unies récipiendaires des Fonds PBF et prépare un rapport stratégique annuel de consolidation de la paix qui sera soumis à l'endossement du comité de Pilotage.

Le Secrétariat travaillera avec les agences pour coordonner leurs approches de suivi des résultats et leur apporter au besoin un appui technique en suivi et évaluation. Sur la base de l'analyse des données du terrain, il informera le Comité de Pilotage Conjoint et les agences sur les défis et problèmes qui pourraient compromettre l'atteinte des résultats attendus.

Conformément aux directives du PBSO, le Secrétariat mènera de manière annuelle une évaluation, une enquête de satisfaction et 4 community-based monitoring avec pour objectif de mieux comprendre deux dimensions essentielles du portefeuille des projets : a) l'efficacité et l'impact du portefeuille sur la consolidation de la paix au Cameroun ; et b) si les structures de gestion, de suivi et de coordination sont efficaces (information à collecter auprès des divers acteurs intervenants à la chaîne, entre autre le Copil/ST, les points focaux PBF, les agences et la communauté de bénéficiaires. La première dimension sera évaluée selon les critères d'évaluation des projets de développement du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui sont la pertinence, l'efficacité, l'impact, l'efficacité, et la pérennité. Les projets seront également analysés par rapport à l'intégration et la réalisation des principes genre et des besoins spécifiques des femmes et des filles.

Le Secrétariat (M&E) pour ces évaluations et enquêtes pourra mener une étude documentaire suivie par des missions de terrain durant lesquelles il mènera des entretiens semi-structurés et

groupes de discussion. Les données récoltées seront triangulées autant que possible entre les trois sources d'information. L'évaluation sera basée sur cinq méthodes clés pour tirer des conclusions et des recommandations. Ces cinq méthodes permettront de tester les théories de changements, d'évaluer les processus de mise en œuvre des projets, comprendre quels ont été « les changements les plus significatifs » pour les bénéficiaires, ainsi que de mener une analyse des trajectoires de changements et des mécanismes de causalités pour, finalement, analyser la contribution de chaque projet à la consolidation de la paix au Cameroun.

Le suivi des projets et l'évaluation de l'atteinte des résultats escomptés seront coordonnés par le Comité de Pilotage sur la base du Cadre de résultats et des plans de travail. Un budget devra être prévu, pour ces CBM (quarterly), évaluations et enquêtes de satisfaction annuelles.

- e) **Stratégie de fin de projet / durabilité** – Expliquez la stratégie de sortie du projet et comment le projet clôturera ses activités, y compris les mesures de la durabilité, des accords avec d'autres bailleurs de fonds pour une mobilisation des ressources, et indiquer les activités qui n'auront plus besoin de financement. S'il est prévu que d'autres bailleurs de fonds soutiennent le projet à sa conclusion, expliquez comment le projet assurera cette approche dès le début du projet.

Le projet veillera, à travers du Comité de Pilotage PBF et de son Secrétariat Technique, à l'appropriation des réalisations des projets par les institutions et autorités camerounaises, ainsi que les autres partenaires nationaux, afin d'assurer la continuité des acquis des interventions PBF au Cameroun. Ceci sera assuré à travers la pleine implication du Secrétariat Technique du CoPiL PBF et des partenaires dans la formulation, la mise en œuvre, la supervision et le suivi-évaluation des projets. De même, les partenaires seront étroitement associés à la documentation et à l'analyse des leçons apprises.

Le Secrétariat PBF stimulera des discussions à l'intérieur du CoPiL et son secrétariat Technique pour soutenir l'appropriation et la pérennisation des résultats des projets par les administrations publiques concernées, à travers le budget de l'État camerounais. Cet aspect progressif sera supporté par les discussion menées par le CoPiL et son Secrétariat Technique avec les bailleurs des fonds / Institutions financières internationales présentes au Cameroun, qui seront impliqués dans cette stratégie de pérennisation à travers d'une mobilisation de fonds ponts, pour la continuation des activités entre la fin des projets et l'appropriation des administration publiques concernées.

La communication autour des réalisations des projets pourrait, également, aider à la mobilisation de ressources additionnelles pour assurer la continuation des projets auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

IV. Budget du projet

Fournir une brève justification du budget proposé, indiquer les choix effectués lors de la préparation du budget, en particulier pour le personnel, les voyages, ou tout autre soutien indirect du projet afin de mettre en évidence l'approche visant l'optimisation des ressources (value for money). Annexe D (document Excel à part).

Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters.);
- Disburse funds to any RUNO for any cost’s extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	31 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates.

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist

End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	31 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project-based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.

- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project⁴
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

⁴ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe B: Cadre de résultats du projet (doit inclure les données ventilées par sexe et âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
Résultat 1 : La coordination, le suivi & évaluation et le rapportage des résultats du portefeuille du PBF sont assurés par le Secrétariat PBF.		<p>Indicateur 1 a) # de rapports sur les orientation stratégiques et techniques du Comité de Pilotage (CoPil) et du Secrétariat Technique (ST).</p> <p>Base de données : Cible: 4 rapports (un rapport semestriel) du Comité de Pilotage fournissant des recommandations stratégiques et techniques durant la mise en œuvre du portefeuille PBF.</p>	<p>Compte-rendu des réunions du CoPil et du ST</p> <p>Semestriellement</p>	
		<p>Indicateur 1 b) Une analyse de l'évolution des progrès du portefeuille PBF est au niveau résultat (outcome) et comprend une analyse spécifique sur les résultats des projets portant sur les questions d'égalité des sexes et les besoins des jeunes.</p> <p>Base de données :TBD Cible:1/an</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de collecte de données désagrégé par sexe et âge - Document du Plan de Suivi et Évaluation - Rapport de l'étude de base, et enquête de perception des projets. 	

	<p>Produit 1.1 Le Secrétariat PBF est mis en place.</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparation des TDRs du Staff non professionnel (le cas échéant) et recrutement du personnel du Secrétariat) - Mise en place du bureau du Secrétariat PBF (bureau et équipement fonctionnels) 	<p>Indicateur 1.1.1 Le poste du Coordonnateur PBF est pourvu dans les trois mois suivants le décaissement des fonds de ce projet.</p> <p>Base de données : 0 Cible : Poste pourvu dans les trois premiers mois de mise en œuvre.</p>	<p>Contrat du Coordonnateur PBF</p>	
	<p>Produit 1.2 Le cadre stratégique et technique pour l'identification de projets de consolidation de la paix ayant un effet catalytique est mis en place, en complémentarité avec d'autres plan stratégiques (UNSDCF, PRSP, Stratégies régionales, etc.)</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p>	<p>Indicateur 1.2 a) # de nouveau projet de consolidation de la paix identifié en complémentarité avec les plans stratégiques après 18 mois Base de données : TBD Cible: au moins 2 jusqu'en 2024.</p> <p>Indicateur 1.2 b) proportion de l'effet catalytique sur les projets du portefeuille Base de données : TBD Cible : au moins 25% jusqu'en 2024.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Prodocs - Rapport d'analyse - Annuellement - - Compte rendu des réunions - Rapports d'analyses des zones en crise produit conjointement avec le PDA - Rapports d'enquête 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour, d'une cartographie des acteurs (UN, Gouvernement, SCOs, PTF) dans le domaine de la consolidation de la paix qui est mise à jour régulièrement et identification des gaps et points d'entrées programmatiques pour les projets du PBF - Facilitation de l'élaboration et la mise à jour périodique de l'analyse de conflits en étroite coordination avec le PDA et en collaboration entre le SNU, le Gouvernement, la Société Civile et les PTF - Facilitation des exercices d'élaboration des requêtes d'éligibilité ou renouvellement de la demande d'éligibilité dans le pays. - Sur la base de l'analyse de conflit et de la cartographie, facilitation la coordination et un appui stratégique conséquent pour le développement de projets 	<p>Indicateur 1.2.1 Nombre de mise à jour des acteurs (UN, Gouvernement, SCOs, PTF) dans le domaine de la consolidation de la paix disponible Base de données : 1 Cible : 2/an</p> <p>Indicateur 1.2.2 Nombre de mise à jour périodique de l'analyse de conflits Base de données : 1 Cible : 1/an</p> <p>Indicateur 1.2.3 01 requête de renouvellement de la demande d'éligibilité dans le pays. Base de données : 1 Cible : 1 d'ici 2024</p> <p>Indicateur 1.2.4 Proportion des projets de qualité en matière de consolidation de la paix facilitée. Base de données : 7 Cible : au moins 10 d'ici à 2024</p> <p>Indicateur 1.2.5 Pourcentage de l'enveloppe totale du PBF allouée aux questions de genre</p>	<p>- Annuellement</p>	
--	--	---	-----------------------	--

	<p>de qualité en matière de consolidation de la paix en étroite collaboration entre le SNU, le Gouvernement, la Société Civile et les PTF, pour soumission au PBF</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'assurer qu'au moins 15% de l'enveloppe totale du PBF soit alloué aux questions de genre et/ou a un soutien pour l'autonomisation des femmes 	<p>et/ou a un soutien pour l'autonomisation des femmes</p> <p>Base de données : TBD</p> <p>Cible : au moins 30%</p>		
	<p>Produit 1.3 Des mécanismes de coordination entre les projets et les partenaires clés sont mise en place pour assurer la réalisation des résultats stratégiques du portefeuille PBF et la cohérence/synergies entre les projets et les activités</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui au rôle de coordination du RC dans le cadre de la programmation en consolidation de la paix, 	<p>Indicateur 1.3.1 Un cadre de concertation mis en place entre le RC, le Conseiller en Paix et Développement (PDA) et le Secrétariat.</p> <p>Base de données : 0</p> <p>Cible : 1</p> <p>Indicateur 1.3.2 Nombre de réunions de Coordination mensuelles</p> <p>Base de données : TBD</p> <p>Cible : 12/an</p> <p>Indicateur 1.3.3 Nombre de réunions trimestrielles de renforcement du mécanisme de</p>	<p>- Rapports de séance</p> <p>- Compte-rendu des réunions</p> <p>- Rapport d'enquête</p> <p>Semestriellemen</p>	

	<p>en étroite collaboration avec le Conseiller en Paix et Développement (PDA) et ou le Strategic Planner dans le bureau du RC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Établissement d'un mécanisme de coordination régulière entre les agences onusienne de mise en œuvre des projets PBF (réunions mensuelles et plus souvent au besoin) - Renforcement du mécanisme de coordination régulière au niveau technique (Sous Comites Techniques) entre les agences onusiennes de mise en œuvre, le Gouvernement et points focaux PBF et la Société Civile à travers des réunions trimestrielles et plus souvent au besoin. - S'assurer de la mise en synergie entre les projets en cours d'élaboration et ceux en cours, non seulement sous financement PBF mais aussi financés par d'autres PTF. 	<p>coordination régulière au niveau technique (entre les agences onusiennes de mise en œuvre, le Gouvernement et points focaux PBF et la Société Civile)</p> <p>Base de données : TBD Cible : 4/an</p> <p>Indicateur 1.3.4 Fréquence de participation du Secrétariat aux réunions et rencontre</p> <p>Base de données : TBD Cible : 80%</p> <p>Indicateur 1.3.5 Fréquence de développement des projets et d'accompagnement des agences.</p> <p>Base de données : TBD Cible : au moins 70% des projets développés</p> <p>Indicateur 1.3.6 Nombre d'atelier de mise en œuvre, mini-retraite, atelier de clôture de projet etc...</p> <p>Base de données : TBD Cible : Au moins 4/an</p> <p>Indicateur 1.3.7 Nombre de réunions régionales organisées</p>		
--	--	--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Documentation, analyse et dissémination des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre des projets PBF (par le biais d’atelier de mise en œuvre, mini-retraite, ateliers de clôture de projets etc...) - Organisation, le cas échéant des réunions régionales dans le cadre des projets transfrontaliers et s’assurer de la coordination avec les autres pays impliqués. - Participation du Secrétariat aux réunions techniques de chaque projet devant réunir agences, Gouvernement et partenaires de mise en œuvre. 	<p>dans le cadre des projets transfrontaliers Base de données : TBD Cible : environ 2/an</p>		
	<p>Produit 1.4 Le suivi et évaluation du portefeuille du PBF est assuré</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p>	<p>Indicateur 1.4 a) Proportion des projets du portefeuille suivi par le secrétariat PBF Base de données : 7 Cible: au moins 04 de plus jusqu’en 2024.</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports mandataires soumis - Documents de collecte des données -Rapports d’enquêtes -Rapports de mission <p>Annuellement</p>	

	<p>- Appuyer le développement et à la mise en œuvre d'un plan de suivi/évaluation de qualité par projet ainsi que le développement et la mise en œuvre d'un plan de suivi/évaluation conjoint entre les projets afin d'accroître les synergies et éviter les duplications entre les projets PBF, et entre les Projets PBF et les autres projets de consolidation de la paix dans le pays</p> <p>- Fournir un appui technique aux agences bénéficiaires pour l'assurance qualité des rapports semestriels, annuels et de clôture des projets (narratifs et financiers), en lien avec les indicateurs établis dans les documents de projet et les données recueillies pendant les visites de terrain</p> <p>- Appuyer la conduite d'études d'évaluation indépendants des projets PBF (en tant que membre du groupe de référence de</p>	<p>Indicateur 1.4 b) # de rapports d'évaluation, CBM et de satisfaction contenant des recommandations stratégiques et opérationnelles pour la mise en œuvre du portefeuille PBF commis. Base de données : 0 Cible: au moins 3 Évaluations annuelles jusqu'en 2024 4 CBM/an et 2 enquêtes de satisfaction/an.</p> <p>Indicateur 1.4 c) Rapports mandataires soumis à échéances régulières Base de données : TBD Cible : Tous les rapports sont soumis conformément aux exigences de qualité de PBSO</p> <p>Indicateur 1.4.1 2 plans de suivi/évaluation de qualité par projet et conjoint mis en place Base de données : 1 Cible : 2</p>	<p>-Rapports mandataires soumis à PBSO et téléchargés sur le portail UNMPTF</p> <p>- Rapports biannuels de suivi des progrès ;</p> <p>-Rapports d'enquêtes et de missions de terrains</p> <p>- Dashbord</p> <p>Semestriellement</p>	
--	--	---	--	--

	<p>l'évaluation), ainsi que l'étude « d'évaluabilité », la revue à mi-parcours et l'évaluation finale. A noter que l'étude d'évaluabilité, et l'évaluation finale seront gérées et contractées à partir du Siège, mais soutenues au niveau du pays à travers le recrutement d'un consultant local et soutenu par le Secrétariat Technique du PBF ; la revue à mi-parcours sera directement soutenue par le Secrétariat du PBF.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Effectuer des missions régulières sur le terrain pour le suivi des projets PBF et produire des rapports de mission à partager avec le RCO et PBSO. - Etablir un échange entre les communautés bénéficiaires et le Comité de Pilotage à travers les mécanismes de suivi communautaire (développement d'enquêtes de satisfaction sur une base semestrielle), et garantir que les voix des bénéficiaires 	<p>Indicateur 1.4.2 Bonne qualité des rapports semestriels, annuels et de clôture des projets (narratifs et financiers), en lien avec les indicateurs établis dans les documents de projet Base de données : TBD Cible : Tous les rapports du portefeuille</p> <p>Indicateur 1.4.3 Nombre d'études d'évaluation indépendantes des projets PBF appuyés. Base de données : 01 Cible : tous les projets du portefeuille</p> <p>Indicateur 1.4.4 a) Nombre de rapports de mission conjointe ONU/Gouvernement sur le terrain partagé avec le RCO et PBSO Base de données : TBD Cible : 2/an (avant les Comités de Pilotage Technique)</p> <p>b) Nombre de rapports de mission de suivi et évaluation sur le terrain partagé avec le RCO et PBSO Base de données : TBD Cible : au moins 4/an</p>		
--	---	--	--	--

	<p>sont utilisées de manière stratégique pour promouvoir les responsabilités communes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablir un mécanisme de communication systématique entre les communautés de bénéficiaires et le Comité de Pilotage à travers le développement des community-based monitoring (4 par ans) ; - Assurer la gestion des connaissances et meilleures pratiques pour les prochaines activités de consolidation de la paix ; assurer que ces leçons soient publiées et communiquées à travers les plateformes adéquates. - Ébaucher le rapport annuel de progrès du Plan Prioritaire de la Consolidation de la Paix, à travers un processus consultatif, et le soumettre au Comité de Pilotage et, subséquemment au Bureau pour la Consolidation de la 	<p>Indicateur 1.4.5 a) Nombre de monographie des échanges entre le Comité de Pilotage et les communautés bénéficiaires Base de données : 0 Cible : au moins 2/an</p> <p>b) Nombre d'enquête de satisfaction Base de données : 0 Cible : au moins 2/an</p> <p>Indicateur 1.4.6 Nombre de community-based monitoring Base de données : 0 Cible : 4/an</p> <p>Indicateur 1.4.7 Nombre de rapports d'étude dans le cadre des bonnes pratiques des projets publiés et communiqués Base de données : 0 Cible : 2/an</p> <p>Indicateur 1.4.8 un Monitoring Dashboard mis en place Base de données : 0 Cible : 1</p> <p>Indicateur 1.4.9 nombres d'évaluation annuelle d'analyse des résultats du portefeuille Base de données : 0 Cible : 1/an</p>		
--	--	---	--	--

	<p>Paix à New York, pour le 31 décembre de chaque année au plus tard.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une plateforme interne d'enregistrement et de diffusion des données ventilées du portefeuille au Cameroun, (Monitoring Dashboard) pour information du ST, RCO et PBSO. - Réaliser une évaluation annuelle visant à analyser les résultats achevés, leurs impacts sur la consolidation de la paix, ainsi que les dispositifs de gouvernance et de supervision des projets mis en place par le PBF. - Formaliser une évaluation annuelle sur les risques liés aux conflits (sur la base des analyses de conflit menées) afin de définir un indicateur macro sur la paix au Cameroun 	<p>Indicateur 1.4.10 Une évaluation annuelle sur les risques liés aux conflits Base de données : TBD Cible : 1/an</p> <p>Indicateur 1.4.11 nombre de rapport de progrès du Plan Prioritaire de la Consolidation de la Paix Base de données : 0 Cible : 1/an</p>		
	<p>Produit 2.1 Les capacités du Comité de Pilotage (y compris au niveau</p>	<p>Indicateur 2.1 (a): % des membres du cadre de coordination indiquant une</p>	<p>Rapport d'enquête Compte rendu</p>	

	<p>technique) et des autres partenaires pertinents sont renforcées pour assurer la supervision et le suivi & évaluation des projets du PBF.</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de réunions régulières du Comité de Pilotage (y compris au niveau technique) pour examiner et évaluer les propositions de projets, leur suivi et évaluation, le progrès de la mise en œuvre de l'ensemble du portefeuille PBF. - Renforcement des capacités des agences récipiendaires et des partenaires en matière d'approches sensibles aux conflits, consolidation de la paix, suivi/évaluation en matière de consolidation de la paix et programmation 	<p>amélioration du niveau de contrôle et capacité de mieux guider les interventions du PBF</p> <p>Base de données : 0 Cible: 80% des membres du cadre de coordination indiquent un niveau élevé de capacité à guider les interventions PBF Indicateur 2.1 (b): # de voyage/déplacement organisé pour le renforcement des capacités des membres du cadre de coordination en vue d'améliorer leur capacité à mieux guider les interventions du PBF.</p> <p>Base de données : 0 Cible: au moins 1 voyage de formation d'ici à 2024</p>	<p>Annuellement</p>	
		<p>Indicateur 2.1.1 Nombre de réunions du Comité de Pilotage (y compris au niveau technique) organisées. Base de données : 2 Cible : au moins 2/an</p> <p>Indicateur 2.1.2 Nombre d'atelier de renforcement des capacités des agences</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports biannuels de suivi des progrès ; - - Rapports d'enquêtes et de missions de terrains - Semestriel 	

	<p>sensible au genre et aux Droits de l'Homme.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entreprendre des examens et de contrôle-qualité des documents relatifs au PBF (y compris des documents de projet et des rapports y relatifs) avant toute soumission au Comité de Pilotage, et Bureau pour la Consolidation de la Paix, afin d'aider les RUNOs à renforcer la qualité des produits, en ligne avec les notes d'orientation du PBF. S'assurer que les questions transversales importantes pour le PBF (telles que le genre) soient prises en compte. - Identifier proactivement les questions et défis de consolidation de la paix et les employer pour soutenir et conseiller le rôle du Comité de Pilotage et des partenaires clés du FCP. - Faciliter l'organisation de missions de monitoring par le Comité 	<p>récipiendaires et des partenaires en matière d'approches sensibles aux conflits, consolidation de la paix, suivi/évaluation en matière de consolidation de la paix et programmation sensible au genre et aux Droits de l'Homme.</p> <p>Base de données : TBD Cible : 4/an</p> <p>Indicateur 2.1.3 Bonne appréciation de la qualité des documents relatifs au PBF soumis au Comité de Pilotage, et au PBSO.</p> <p>Base de données : TBD Cible : Tous les rapports soumis</p> <p>Indicateur 2.1.4 Nombre de rencontres relatives aux défis de consolidation de la paix avec le Comité de Pilotage et des partenaires clés du FCP.</p> <p>Base de données : 0 Cible : au moins 1/an</p> <p>Indicateur 2.1.5 Nombre de missions de monitoring du Comité de Pilotage facilitées</p>		
--	---	---	--	--

	<p>de Pilotage pour revoir la mise en œuvre du portefeuille du PBF, tel que requis.</p> <p>- Fournir un appui-conseil au management des Nations Unies et au Comité de Pilotage, sur des questions relatives à la consolidation de la paix et s'assurer que les projets financés par le PBF intègrent les meilleures pratiques sur ces questions.</p>	<p>Base de données : TBD Cible : au moins 2/an</p> <p>Indicateur 2.1.6 Proportion de sollicitation du Secrétariat pour appui-conseil au management des Nations Unies et au Comité de Pilotage, sur des questions relatives à la consolidation de la paix</p> <p>Base de données : TBD Cible : Régulièrement</p> <p>Indicateur 2.1.7 Participation de membres du ST PBF à des formations, courses, échanges ou classes internationaux et/ou nationaux sur la consolidation de la Paix et thématiques de référence.</p>		
	<p>Produit 2.2 Le plaidoyer, la communication et le partenariat/création de réseaux sont assurés pour promouvoir une meilleure compréhension et connaissance du portefeuille PBF et de ses résultats au sein des autorités nationales, de la société civile, des bailleurs de fonds et du grand public.</p>	<p>Indicateur 2.2.a) # bulletins d'informations réguliers sont produits à l'intention des partenaires nationaux, des partenaires d'exécution, des agences et des programmes des Nations Unies intervenant au Cameroun.</p> <p>Base de données : 0 Cible : 8 bulletins d'informations sont produits et disséminés (un par trimestre),</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Note d'information PBF - Support médias 	

	<p>Liste des activités relevant du produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'assurer que les partenaires de mise en œuvre du portefeuille du PBF et les autres partenaires clé comprennent et s'approprient les orientations du PBF, y compris les questions de genre et les demandes et matière de rapportage. - Mise en place d'un plan de communication afin de promouvoir la visibilité des activités du PBF dans le pays et parmi les parties intéressées. - Développement et mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation de ressources pour la pérennisation des programmes du PBF (Assurer les effets 	<p>des fiches et notes d'information sont disponibles pour tous les projets du portefeuille PBF</p> <p>Indicateur 2.2.b) visibilité des activités du PBF dans le pays et parmi les parties intéressées. Base de données : TBD Cible : Régulièrement</p> <p>Indicateur 2.2.1 Proportion des partenaires de mise en œuvre du portefeuille du PBF et autres partenaires clé comprenant et s'appropriant des orientations du PBF, y compris les questions de genre et les demandes et matière de rapportage. Base de données : TBD Cible : au 50%</p> <p>Indicateur 2.2.2 Nombre de mise à jour de la stratégie de communication du portefeuille PBF et de la stratégie de sensibilisation basée sur les priorités stratégiques du Comité de pilotage des projets PBF et le plan d'action de communication externe du RCO.</p>	<p>-Rapports mandataires soumis à PBSO -Rapports biannuels de suivi des progrès ; -Rapports d'enquêtes et de missions de terrains - Dashbord</p> <p>Semestriellement</p>	
--	---	---	---	--

<p>Résultat 2 : Le Comité de Pilotage et Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies sont appuyés afin d'assurer leur rôle d'orientation stratégique, de l'endossement des projets PBF et de suivi et évaluation du portefeuille PBF</p>	<p>catalytiques des projets PBF)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer le Système des Nations Unies à améliorer la visibilité des activités du PBF dans le pays. - Assurer une liaison régulière avec PBSO par rapports à la mise en œuvre des projets PBF, l'évolution du contexte politique et les processus de planification au sein des UN et du Gouvernement en lien avec les activités du PBF. - Organisation de missions de supervision inter-agences élargies au siège et appuyer les missions de suivi du PBSO (le cas échéant). - Soutenir les parties prenantes (jugées pertinentes) visant à faire connaître les initiatives, les principes et le concept du fonds de consolidation de la paix 	<p>Base de données : 1 Cible : 2(1/an)</p> <p>Indicateur 2.2.3 Nombre d'activités de sensibilisation orientées vers les parties prenantes onusiennes sur la conformité et l'alignement nécessaires dans la mise en œuvre du nouveau plan de visibilité et d'image de marque prescrit par le PBSO pour améliorer la visibilité des activités du PBF dans le pays. Base de données : TBD Cible : au moins 1/ semestre</p> <p>Indicateur 2.2.4 stratégie mise en place pour la mobilisation de ressources et la pérennisation des programmes du PBF (effets catalytiques des projets PBF) en étroite collaboration avec l'expert en partenariat du bureau du Coordonnateur Résident. Base de données : 0 Cible : 1</p> <p>Indicateur 2.2.5 Nombre de productions mensuelles des médias sur la paix et autres</p>		
---	---	--	--	--

	<p>par le biais de publications écrites.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impliquer les médias de masse au travers des points de presse et autres pour partager à plus grande échelle les résultats et l'impact des projets PBF dans le pays. 	<p>questions pertinentes pour le PBF.</p> <p>Base de données : TBD</p> <p>Cible : 1 production/ mois (compilée en un bulletin trimestriel)</p> <p>Indicateur 2.2.6 Qualité de la relation avec PBSO par rapports à la mise en œuvre des projets, l'évolution du contexte politique et les processus de planification au sein des UN et du Gouvernement en lien avec les activités du PBF.</p> <p>Base de données : TBD</p> <p>Cible : Constante</p> <p>Indicateur 2.2.7 Nombre de missions de supervision inter-agences élargies au siège organisées et de missions de suivi du PBSO appuyées.</p> <p>Base de données : 0</p> <p>Cible : Au moins 2 jusqu'en 2024</p> <p>Indicateur 2.2.8 Nombre d'initiatives visant à faire connaître les principes et le concept du fonds de consolidation de la paix menées</p>		
--	--	--	--	--

		<p>par les parties prenantes et soutenus par le secrétariat PBF. Base de données : TBD Cible : Au moins 01 publication écrite/mois.</p> <p>Indicateur 2.2.9 Nombre de points de presse et autres tribune organisés avec l'implication des médias de masse Base de données : 0 Cible : 1/an</p>		
--	--	---	--	--

Annex C : Liste de vérification pour le lancement du projet

Question	YES	NO	Commentaries
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ?			
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ?			
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ?			
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ?			
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été effectuée			
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ?			
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences bénéficiaires ?			
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus concernant la stratégie de mise en œuvre entre les différentes agences bénéficiaires ?			
9. Quelles sont les autres activités de préparation devant être entreprises avant que le projet ne démarre et combien de temps sera-t-il nécessaire pour les effectuer ?	N/A		

Annex D : Aperçu de l'engagement PBF en cours

Veillez inclure ici un paragraphe sur les résultats stratégiques de l'engagement PBF dans le pays (conforme aux priorités de la demande d'éligibilité)

Nom et numéro du projet	Montant USD	Agences	Date de début et de fin	Court résumé du projet
« Strengthening capacities in support of peaceful electoral processes and social cohesion in Cameroon ». IRF-247	\$1,498,000.00	PNUD, ONU FEMMES et UNESCO.	15/09/2018 – 14/03/2020	Le projet vise à renforcer les capacités pour appuyer un processus électoral pacifique et la cohésion sociale au Cameroun.
« Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun » PBF/IRF-192.	\$1,499,605.00	PNUD, UNICEF	1/12/2017 – 31/05/2019	Le projet a comme objet la paix et la stabilité dans les zones frontalières ciblées, en luttant contre les facteurs qui favorisent les conflits et l'extrémisme violent.
« Stabilisation et relèvement des communautés affectées par la crise sécuritaire à l'Extrême-Nord du Cameroun ». (PBF/CMR/A-1).	\$2,200,326.60	OIM, UNFPA, FAO	01/12/2019 – 16/10/21 (21 mois)	Le projet propose d'appuyer la réintégration socioéconomique, la participation citoyenne et le rétablissement de la cohésion sociale dans les communautés touchées par la crise sécuritaire pour contribuer à l'instauration d'une paix durable dans la région de l'Extrême-Nord.
« Appui à la participation des femmes et des jeunes aux initiatives de consolidation de la paix, de renforcement des mécanismes de cohésion sociale et du vivre ensemble	\$1,999,933.35	UNESCO, ONU FEMMES, UNICEF	01/12/2019 – (24 mois)	Le projet propose une réponse aux défis identifiés par l'intermédiaire de trois effets : 1) Des mécanismes d'appui à la cohésion sociale et au vivre ensemble sont renforcés aux niveaux national et communautaire ; 2) Le respect des droits humains et la protection des personnes vulnérables particulièrement les femmes, les jeunes et les enfants sont

au Cameroun ». (PBF/CMR/A-2).				mieux assurés ; et 3) L'empathie et la solidarité nationale pour la paix sont renforcées.
« Est/Adamaoua/Nord : Réduction des tensions/conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles pour les activités agro-patorales ». (PBF/CMR/A-3).	\$2,495,734.34	FAO, OIM	01/12/2019 – 31/10/2021 (21 mois)	Le projet propose de contribuer à réduire les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles pour les pratiques agro-pastorales dans les régions de l'Est, Adamaoua et du Nord.
Tchad-Gabon-Cameroon_ Les jeunes, tisserands de la paix dans les régions transfrontalières du Gabon, Cameroun et Tchad (PBF/IRF-370).	4,000,000	UNESCO, UNODC	Oct. 2020 24 months	Le projet a pour objectif de mettre en place un réseau de 1 800 jeunes Tisserands de la paix. Ceux-ci seront des acteurs dans la consolidation de la paix dans les régions transfrontalières des trois pays et la prévention de l'instabilité liée notamment aux trafics illicites. Le projet assurera par ailleurs l'accompagnement de 160 jeunes porteurs de projets d'entreprises sociales.
Lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites et la criminalité organisée qui y sont liées entre la RCA et le Cameroun (PBF/IRF-376).	3,102,798	OIM	Sept. 2020 18 months	Le projet vise à renforcer les capacités de la République Centrafricaine et du Cameroun à lutter contre la traite des personnes, les crimes organisés et trafics illicites connexes – dont le trafic d'armes, de drogue et de ressources naturelles, y compris le trafic d'espèces sauvages, de produits forestiers, de diamants, minerais et autres ressources précieuses –, en particulier à leur frontière. Ces infractions alimentent les conflits en RCA et dans la région car ce sont elles qui fournissent des ressources humaines et financières aux groupes armés – enfants soldats, exploitation sexuelle ou domestique de filles et de femmes, travaux forcés dans les mines, dont ils tirent profit.

Renforcement de la participation des mécanismes communautaires et du rôle des défenseures des droits humains au processus de consolidation de la paix dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest Cameroun (PBF/IRF-387).	1,500,000	UNDP, UNFPA, UN Women	Jan. 2021 18 months	Le projet aborde la question des Droits de l'Homme et des VSBG et permettra ensuite d'améliorer la protection des droits des populations, de créer un environnement plus favorable à la résolution du conflit, en partie perpétué par les violations des droits de l'homme, l'impunité de ceux qui les commettent qui alimente les tensions et les griefs des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest vis-à-vis des autorités.
Peace through Health: peacebuilding and violence reduction in communities in the Far North, through inclusive health and social interventions.	2,562,043.40	WHO, IOM	Dec.2021 18 months	The project aims to contribute to strengthening the socio-political and institutional conditions for effective and sustainable peace in Cameroon, by using health interventions as an entry point to supporting national entities and local communities towards promoting social cohesion, dialogue on security issues, and trust between communities, and towards national authorities in the Far-North region, specifically addressing the negative impacts of armed groups in the Far North.
Leveraging community participation in local governance for effective conflict prevention and resolution in the Littoral and West regions affected by the North-West and South-West crisis in Cameroon.	2,000,000	UN-HABITAT, UN Women	Dec. 2021 24 months	The goal of the project is to ensure the protection and socio-economic integration of the persons who have been internally displaced to the Littoral and West regions of Cameroon following the security crisis in the North-West (NW) and South-West (SW), as well as vulnerable host communities.
Promotion de la paix, de l'espace civique et renforcement de la résilience des jeunes populations	1,500,000	IOM, UNESCO	Jan. 2022 18 months	Le projet entend contribuer à une meilleure intégration des jeunes déplacés du Nord- Ouest et Sud-Ouest dans les communes d'accueil des régions du Littoral et de l'Ouest afin d'instaurer une culture de paix durable. Il vise

déplacées et hôtes des communes des régions de l'Ouest et du Littoral à travers le développement des initiatives socio-économiques et culturelles durables respectueuses de l'environnement				spécifiquement à renforcer la coexistence pacifique entre jeunes hommes et femmes déplacés (JHFD) et jeunes des communautés d'accueil dans les régions du Littoral et de l'Ouest.
Appui à la cohabitation pacifique entre les communautés du Logone Birni a l'Extrême Nord du Cameroun ;	4,000,708	IOM, FAO, PNUD, UNHCR	21 May 2024	<p>En août et décembre 2021, des violences intercommunautaires ont éclaté dans l'arrondissement de Logone Birni (département du Logone et Chari).</p> <p>Le projet propose des activités qui s'adressent directement aux causes profondes du conflit en:</p> <p>Renforçant les mécanismes d'alerte précoce, de dialogue, de prévention et de gestion des conflits. Il s'agit plus spécifiquement ici d'améliorer des capacités communautaires de prévention, de détection précoce et de réponse aux risques de violence par le biais de mécanismes locaux, notamment les systèmes d'alerte précoce (Résultat 1) ;</p> <p>Renforçant l'accès à la justice notamment aux travers des différents mécanismes de justice traditionnelle, de justice institutionnelle et au travers les dialogues participatifs ainsi que l'application de la loi et les mécanismes de communication positive (Résultat 2) ;</p> <p>Améliorant la résilience et les moyens de subsistance de la communauté dans des proportions raisonnables et avec des liens explicites de consolidation de la paix/cohésion sociale, liés aux deux résultats précédents (Résultat 3).</p> <p>Le Logone Birni étant l'une des zones de convergence, ce projet sera mis en œuvre dans le cadre du Nexus</p>

				Humanitaire-Développement-Paix (HDPN), en tant que projet pilote dans ce cadre au Cameroun. Le projet contribuera non seulement à la consolidation de la paix et à la résolution des causes profondes des conflits latents par le biais d'activités de développement résilientes et sensibles aux conflits, mais aussi au renforcement de l'approche "delivery as one" sur le terrain dans les zones de convergence du Nexus. Il permettra aussi de mettre en exergue le rôle catalyseur que joue le PBF en termes de mobilisation des ressources, dans ce cas précis pour le Logone Birni, l'Extrême-Nord.
Enhancing Women's Meaningful Involvement in DDR Policy Design and Implementation in Cameroon Based on the National DDR Gender Strategy 2021-25: Strengthening Platforms for Women's Associations (GYPI 2022);	2,000,000	IOM, UN Women	July 2024 (end of eligibility)	This project aims to empower women's organizations (WO) to contribute meaningfully and sustainably to Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) and DDR-related processes in Cameroon, with an emphasis on reintegration and reconciliation.
Renforcement du rôle des jeunes dans la promotion du vivre ensemble et du multiculturalisme à travers l'éducation secondaire et les centres d'apprentissage non formel et informel au	2,000,000	UNESCO, UNOPS	July 2024 (end of eligibility)	L'objectif global du projet est de mitiger les tensions existantes et de prévenir l'apparition de conflits violents entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil, en renforçant le rôle des jeunes dans la promotion du vivre ensemble et du multiculturalisme dans les milieux éducatifs et communautaires. Le projet favorisera un meilleur respect et une promotion de la diversité culturelle et linguistique comme point d'entrée

Cameroun ;				pour réduire les perceptions négatives, la stigmatisation et favoriser la confiance en soi et le bien-être, le dialogue intercommunautaire et interculturel pour les communautés d'accueil et les personnes déplacées.
Appui à la mise en œuvre du programme national d'éducation civique pour le renforcement de la paix, la cohabitation pacifique et le vivre ensemble dans les communautés affectées par les crises au Cameroun.	6,000,000	UNESCO, BIT, UNFPA, UN Women	July 2024 (end of eligibility)	L'objectif global du projet est d'accroître la participation des jeunes femmes et hommes des communautés affectées par les crises au Cameroun à la consolidation de la paix par le renforcement de l'éducation civique et citoyenne et des capacités entrepreneuriales.
Promoting CSO-led peacebuilding initiatives in the Lake Chad Basin sub-region (Cameroon, Niger, Nigeria, Tchad)	3,500,021	UNDP	July 2024 for Cameroon only (end of eligibility)	The main goal of this project is to promote the implementation of local and cross-border CSO-led peacebuilding initiatives in line with the priorities outlined in the Territorial Action Plans ⁵ (TAPs).

⁵ <https://communityconnect.cb.lt.org/topic/territorial-action-plan-tap-strategic-summaries>

Annex E : liste des membres du COPIL PBF

Président : le Directeur de Cabinet du Premier Ministre

Co-Président : le Coordonnateur du Système des Nations au Cameroun ;

Membres :

- le Ministre chargé de l'aménagement du territoire;
- le Ministre chargé de l'administration territoriale;
- le Ministre chargé de la décentralisation et du développement local ;
- le Ministre chargé de la promotion de la femme;
- le Ministre chargé de la jeunesse;
- le Ministre chargé de la formation professionnelle ;
- le Ministre chargé de l'agriculture;
- le Ministre chargé de l'élevage et des pêches;- le Ministre chargé de la santé publique;
- le Haut-Commissaire du Royaume Uni au Cameroun;
- le Haut-Commissaire du Canada au Cameroun;
- le Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement;
- le Représentant de l'Organisation Mondiale pour les Migrations;
- le Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population et le Développement; ,
- le Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation;
- le Représentant de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;
- le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;
- le Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- le Président de la Commission Nationale pour la Promotion· du Bilinguisme et du Multiculturalisme ;
- le Président du Comité de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion;
- la Représentante d'une organisation des femmes;
- le Représentant d'une organisation de jeunes.